

LA CONSTITUTION

ON DEMANDE D'INCLURE LE DROIT À LA PROPRIÉTÉ

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, c'est la Semaine de la propriété privée au Canada. Le droit à la propriété fait partie du patrimoine canadien. Bien des gens sont venus dans notre pays parce qu'ils voulaient posséder de la terre, une maison ou une exploitation agricole. Pourquoi est-ce alors la seule liberté fondamentale qui ne soit pas protégée par la constitution canadienne?

Savez-vous qu'en 1981, pendant 48 heures, elle a figuré dans notre charte des droits, mais pendant la fin de semaine, les libéraux ont cédé aux demandes des néo-démocrates et l'ont retirée à la grande honte des uns comme des autres? Naturellement, les nationalisations seront plus difficiles lorsque le droit à la propriété sera constitutionnalisé, mais de toute façon il n'y a que les communistes et les socialistes qui veulent nationaliser.

L'Association canadienne de l'immeuble, l'Association du barreau canadien, la Chambre de commerce canadienne, ainsi que la plupart des Canadiens, veulent faire constitutionnaliser le droit à la propriété. Alors faisons-le et insérons-le dans la constitution.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

LA SITUATION DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE—LA DÉCLARATION D'UN MINISTRE

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, les habitants des provinces de l'Atlantique ont découvert cet été à quel point leurs intérêts sont bien représentés dans le Cabinet fédéral. Le ministre le plus important de la région leur a déclaré qu'ils devraient cesser de rouspéter contre le chômage et penser plutôt à la misère des habitants de Haïti ou du Bangladesh. Nos attentes sont trop élevées, a-t-il dit, si nous prenons comme norme le sud de l'Ontario.

Je n'ai jamais entendu pareille bêtise. Quel non-sens. Le ministre insulte les habitants des provinces de l'Atlantique qui ont du mal à joindre les deux bouts. Il prouve l'indifférence du gouvernement à l'égard des habitants de cette région, chômeurs, pêcheurs et agriculteurs. Inutile de nous rappeler que notre situation est mille fois meilleure que celle de Haïti ou du Bangladesh. Il nous faut des ministres engagés dans le développement régional, des ministres qui amélioreront la situation. Il est maintenant évident que les habitants des provinces de l'Atlantique devront attendre un changement de gouvernement avant qu'on se penche sérieusement sur la question des inégalités régionales.

Article 21 du Règlement

L'EMPLOI

LE PROGRAMME DE RÉORIENTATION DES AGRICULTEURS—LES MOYENS OFFERTS POUR SE RECYCLER

M. Lee Clark (Brandon—Souris): Monsieur le Président, le Programme de réorientation des agriculteurs est bien accueilli par ceux qui en comprennent le but. Dans certaines circonscriptions, jusqu'à 70 agriculteurs ont demandé à s'en prévaloir. Personne ne souhaite que les agriculteurs renoncent à leur mode de vie, mais nombre d'entre eux sont à un tournant, et ils ont besoin d'aide pour planifier leur avenir. Jusqu'ici, ils étaient exclus des programmes d'aide en matière de déménagement et de recyclage offerts aux autres milieux.

Un citoyen mis à pied peut toujours s'adresser à la Commission de l'assurance-chômage, suivre des cours par l'entremise d'un centre de main-d'oeuvre ou encore obtenir un prêt aux étudiants pour poursuivre ses études. Les agriculteurs n'ont jamais eu droit à aucun de ces programmes. C'était une injustice, et je suis heureux de voir que le gouvernement ait enfin décidé de la supprimer. Ce programme donne aux agriculteurs aux prises avec de graves problèmes financiers l'occasion de planifier à leur gré leur avenir, une chance qu'ils auraient dû avoir depuis fort longtemps.

* * *

L'AVORTEMENT

ON DEMANDE QUE STATISTIQUE CANADA RECOMMENCE À COMPILER LES DONNÉES.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, après avoir voulu supprimer le recensement, Statistique Canada annonce qu'elle ne compilera plus de données sur les avortements. Cet organisme fait une fois de plus l'objet d'une attaque en règle de la part du gouvernement conservateur. De quelque côté qu'on penche en matière d'avortement, une chose est sûre: il s'agit d'une question importante, complexe et qui suscite une vive controverse parmi les Canadiens. Par conséquent, il importe que Statistique Canada se remette sans tarder à compiler les données sur le nombre d'avortements thérapeutiques qui se pratiquent dans les hôpitaux d'un bout à l'autre du pays. Cette compression budgétaire ne nous ferait épargner que 160 000 \$ et quatre années-personnes.

Voilà qui prouve encore une fois que le gouvernement ne sait pas où donner de la tête. S'il veut économiser beaucoup d'argent, il n'a qu'à réduire les folles dépenses du premier ministre (M. Mulroney) qui ne part pas en voyage sans sa femme de chambre, son valet, son podium, son matériel vidéo, un avion de rechange et ainsi de suite. Pareille mesure serait mieux avisée.